



Mots. Les langages du politique

81 | 2006

Suisse, laboratoire politique européen ?

Présentation

Pierre Fiala



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/608>

DOI : 10.4000/mots.608

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2006

Pagination : 5-8

ISBN : 2-84788-098-4

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Pierre Fiala, « Présentation », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 81 | 2006, mis en ligne le 01 juillet 2008, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/mots/608> ; DOI : 10.4000/mots.608

Présentation

Ce dossier met en question l'image de la Suisse comme laboratoire politique européen, là où d'autres ont analysé et souligné le plus souvent l'« exception suisse », son « bonheur », sa « neutralité active », ses « missions humanitaires universelles »¹ ? C'est d'abord parce que le rapprochement de la Confédération helvétique et des institutions européennes, bien que les médias y insistent moins dans la conjoncture de crise actuelle, est en cours. « Cœur absent de l'Europe »², au croisement des échanges de l'Est et de l'Ouest, du Sud et du Nord, son intégration dans l'Union, même tardive et à contretemps, est inéluctable. Dans ce cadre, des questions anciennes sur le fonctionnement institutionnel, les votations helvétiques, le régionalisme, le communalisme ressurgissent comme modèles possibles de démocratie participative. Elles nécessitent quelques mises en perspective historique, et de sérieuses interrogations sur leurs aspects argumentatifs et communicationnels.

Les accords étatiques bilatéraux, sécuritaires, juridiques, économiques et politiques se sont multipliés cette dernière décennie, entérinés finalement par les mécanismes de la démocratie semi-directe, non sans de fortes résistances, sociales, cantonales ou régionales. En septembre 2005, la libre circulation des Européens en Suisse a été approuvée par l'électorat, malgré des oppositions largement exprimées, alors même que l'Europe traversait une crise économique et identitaire profonde. En revanche, et pour la troisième fois en vingt ans, le corps électoral a rejeté par référendum la naturalisation simplifiée pour les étrangers de deuxième et de troisième génération. La Confédération, qui a restreint par ailleurs le droit d'asile, conserve ainsi l'une des législations les plus restrictives en matière de citoyenneté. L'Union démocratique du centre (UDC), parti populiste xénophobe, exulte maintenant en y voyant la confirmation de son ascension électorale qui l'a conduite à participer au pouvoir fédéral sans véritable résistance des autres partis. Depuis les années soixante, la Suisse, à travers

1. On trouvera dans la bibliographie thématique sélective une déclinaison quasiment exhaustive des expressions et des métaphores qui ont décrit cette exception.
2. Expression d'Étienne Balibar (Colloque « Destin tragique de la fonction publique », Genève, septembre 2004 ; voir bibliographie).

les débats permanents sur la « surpopulation étrangère », les « travailleurs saisonniers », le « retour », les « réfugiés », le « droit d'asile », le « regroupement familial », la « naturalisation », a connu des situations, des mouvements sociaux et des solutions politiques que tous les pays d'Europe ont rencontrés à sa suite.

Durant cette période, encore protégés par l'idéologie du patriotisme moral, économique, militaire, les pôles bancaires, durs en affaires, et les multinationales helvétiques de l'agroalimentaire, de la chimie, ont accentué leur politique de profits et de mainmise sur les ressources et les marchés du tiers-monde. Sur le territoire national, les services publics et l'État social se sont vus réduits à la portion congrue. Le patronat helvétique a pratiqué sans complexe la sélection de l'immigration dans le cadre des mesures dictées par une industrialisation à forte valeur ajoutée, soumise aux impératifs du capital bancaire, mettant à l'ordre du jour un « total libéralisme »³, non pas un retour au capitalisme industriel, mais le développement de mécanismes d'exploitation renforcée par l'utilisation des structures étatiques pour développer des richesses spéculatives au détriment des mécanismes sociaux de régulation et de répartition.

Étroitement liée à l'histoire européenne⁴, et pourtant encore « neutre et indépendante », la Confédération helvétique a pu ainsi servir dans divers domaines de terrain d'essai à des expériences économiques, sociales et politiques, de la gestion utilitariste et sécuritaire de la main-d'œuvre migratoire à la politique bancaire des profits spéculatifs, la transformation des municipalités en véritables PME, l'allongement de la durée du travail, la formation professionnelle par apprentissage. Modèle abondamment répandu ou détaillé par les uns⁵, radi-

3. Pierre Fiala et Juliette Rennes, 2004.

4. La Suisse contemporaine est d'abord – faut-il le rappeler ? – le produit institutionnel, politique et économique des tractations et des intérêts des puissances européennes victorieuses, sanctionné par le traité de Vienne. Depuis lors, comme beaucoup d'autres petits pays, elle s'est développée sous la protection mais aussi les pressions permanentes des grands États, à la fois garants et bénéficiaires de son indépendance et de sa neutralité. Elle présente aujourd'hui en Europe les caractères sociaux et politiques communs à nombre de petits États, qui servent tour à tour de modèles et de repoussoirs dans les phases et les crises successives de la construction européenne. La Suisse n'est pas plus exceptionnelle qu'un autre de ces pays : avec six millions d'habitants dont 16 % d'étrangers, travailleurs immigrés, réfugiés économiques ou politiques, sans réseau d'anciennes colonies ni débouchés maritimes ; avec quatre langues nationales (auxquelles certains modernistes proposent d'adjoindre désormais l'anglais), une coexistence religieuse stabilisée depuis le 19^e siècle, un fédéralisme s'appuyant sur la démocratie semi-directe et le système référendaire, assis sur des pouvoirs municipaux et cantonaux forts, appliquant depuis toujours le principe de subsidiarité, un gouvernement fédéral associant collégialement dans un consensus de fait la social-démocratie, le radicalisme, les vestiges de la démocratie chrétienne, des partis paysans encore puissants et maintenant une extrême droite populiste et nationaliste, la Suisse offre une image réflexive à l'Europe, moins mythique mais toujours relativement forte.

5. Par exemple le fédéralisme helvétique proposé à l'Europe comme modèle institutionnel libéral par Denis de Rougemont après la deuxième guerre mondiale (voir bibliographie), ou *Le bonheur suisse* analysé par Luc Boltanski en 1970, à partir d'une enquête sociologique, bonheur suisse que les médias situent aujourd'hui parmi les premiers du monde, à l'aune matérielle des revenus et des conditions de vie individuelles.

calement dénoncé par les autres⁶, l'espace helvétique a vu aussi se développer des expériences sociales ou politiques parfois audacieuses : engagements écologiques réunissant des majorités de citoyens et conduisant à la protection radicale des sites naturels, à la diminution du nucléaire, à la réglementation du trafic routier, des organismes génétiquement modifiés (OGM), des expériences participatives concrètes concernant des problèmes sociaux complexes; traitement social des drogues, accompagnement des malades, soutien aux personnes de grand âge, aux derniers moments de la vie. Ces succès partiels de la politique sociale, technique ou scientifique sont parfois associés au fonctionnement de la démocratie référendaire directe⁷. Ces aspects contradictoires s'expriment dans des discours imbriqués de façon complexe, souvent allusive, dans les débats politiques helvétiques⁸.

Les contributions et les comptes rendus qui constituent ce dossier apportent des éclairages sur quelques problématiques illustrant le fonctionnement institutionnel et politique helvétique. Elles présentent diverses méthodologies utilisées dans le domaine du discours et de la communication politiques en se limitant à deux thèmes significatifs : la politique migratoire et la fonction sociale de la recherche scientifique. On approfondira à ce propos les propriétés discursives du fonctionnement référendaire et des votations helvétiques dans les campagnes d'initiative populaire. Les stratégies électorales du populisme xénophobe sont déconstruites dans deux contributions⁹. Marcel Burger, Gilles

6. Jean Ziegler par exemple (1972 ; voir bibliographie).
7. Ainsi Uli Windisch (2000) insiste, face aux modèles des démocraties représentatives parlementaires, sur l'exemplarité des vertus participatives de la démocratie directe qui repose sur un approfondissement permanent du débat démocratique et de la formation des citoyens, particulièrement propice à l'intégration sociale et à l'action collective et intégrative. Un film récent documenté (Jean-Stéphane Bron, 2003, *Le génie helvétique*) a montré néanmoins les limites de la démocratie directe face à la puissance des lobbies parlementaires de la chimie. Il n'en reste pas moins qu'il existe en Suisse une tradition de l'innovation sociale volontariste, fondée sur l'éducation, liée peut-être à une ancienne implantation d'un anarchisme éthique, religieux, révolutionnaire.
8. Il sera question, dans ce numéro, de quelques figures tutélaires connues et des stéréotypes constitutifs de l'espace public helvétique. Mythiques ou historiques, ils forment le socle idéologique des valeurs argumentatives. Le *Ranz des vaches*, antique mélodie évoquant le paysan paisible faisant paître ses troupeaux ; Guillaume Tell, porteur des révoltes victorieuses du peuple montagnard des Waldstätten contre l'Empire romain germanique des Habsbourg, toujours gardien des cols alpestres ; Henri Dunant, fondateur de la Croix-Rouge, proposant d'humaniser la guerre moderne, etc. : ces figures, dont la création est plus récente qu'on ne l'imagine parfois, ont constitué depuis le 19^e et le 20^e siècles, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Confédération, le socle presque immuable des représentations culturelles, des controverses éthiques ou simplement des commentaires médiatico-politiques concernant le modèle suisse. Les représentations discursives de ces héros et de ces récits mythiques souvent hyperboliques gardent leur efficacité aujourd'hui, comme on le constatera dans les contributions de ce dossier, pour promouvoir une Suisse, puissance économique et financière, indépendante et neutre, berceau d'un bonheur matériel et moral. À peine ont-elles été remises en cause par les travaux sociologiques et historiques récents concernant les compromissions diverses de l'État ou des entreprises avec les régimes fascistes, l'accaparement des biens juifs durant la seconde guerre mondiale.
9. Pour une première étude sur le sujet, voir Pierre Fiala, « Le consensus patriotique, face cachée de la xénophobie », *Mots. Les langages du politique*, n° 8, mars 1984.

Lugrin, Raphaël Micheli et Stéphanie Pahud analysent le discours islamophobe d'extrême droite, nouvellement apparu dans une campagne de votation. On y trouvera notamment une analyse fine d'une manipulation communicationnelle et graphique de données démographiques. Alexandre Dézé et Michaël Girod étudient la propagande par l'affiche de l'UDC, dans une perspective associant discursivité et graphisme¹⁰. L'« exception » suisse y est analysée comme fondement actuel de la droite populiste. Dans une approche ethnométhodologique, Alain Bovet interroge quant à lui la démocratie (semi-)directe et la constitution de publics politiques. Il montre comment chaque votation construit un public, un auditoire citoyen, autour d'une problématique politique où réalités socio-politiques et fantasmes s'interpénètrent. Deux comptes rendus complètent ce dossier, l'un sur une recherche-action menée à Genève et portant sur la contestation des nouvelles politiques migratoires, notamment la mise en œuvre de la notion de superfluité ou de jetabilité de la main-d'œuvre, l'autre sur une approche ethnométhodologique et psychanalytique du lien particulier entre l'État et les langues nationales en Suisse.

10. Dans le prolongement des articles de Éric Pedon et Jacques Walter sur les documents électoraux du Front National (*Mots. Les langages du politique*, n° 58, mars 1999) ou de Luciano Cheles sur la propagande graphique de l'extrême droite italienne (*Mots. Les langages du politique*, n° 12, mars 1986).